

CORRESPONDANCE

Les articles publiés dans cette partie du journal n'engagent ni l'opinion ni la responsabilité de la rédaction.

A PROPOS DE LA RAGE

Watrelot, le 15 Janvier 1890.

Monsieur le Directeur,
du Journal de Roubaix,

Dans un des derniers numéros de votre estimable journal, M. le Directeur, lequel je suis honnêtement engagé à lire, vous lecteurs, qui auriez la mauvaise fortune d'être mordus par un chien enrage, de manger le foie de la bête pour se préserver de la rage. Le remède doit être excellent, nous dit-il, puisqu'il est parfaitement homéopathique. C. Q. F. D.

Mais, avant de l'employer, je voudrais bien savoir si les remèdes qui sont parfaitement homéopathiques sont excellents ; et aussi, si les sauvages préservés de la rage, après avoir pris le remède indiqué, avaient été mordus par un chien dément reconnaissable.

Il doit y avoir, dans l'histoire des sauvages, d'autres choses à gagner pour prouver la valeur de la médecine homéopathique, que mon honorable collègue appelle la véritable médecine.

Pi, d'abord, je soupçonne que cette façon de se faire une protection contre la rage est quelque chose de paradoxe et inhabituel à prendre les médicaments à doses infinitésimales. Pour mon compte, j'attends volontiers, avant d'employer ce traitement, qui rappelle le loin celui du Pasteur, qu'on ait prouvé que le virus rabique, qui se trouve dans le foie, est suffisamment atténué pour servir de vaccin à la rage gagnée par la morsure d'un chien dont le venin est intact.

D'un autre côté, le nom de l'illustre Pasteur me semble invité à tort, pour prôner la méthode homéopathique et l'action des médicaments à doses infinitésimales.

Il y a grande différence entre la vaccine et l'homonopathie. L'homonopathie guérit le mal par le mal : *similis similibus curantur* : elle donne au malade un médicament capable de produire sur l'organisme une état artificiel analogue à celle dont il souffre.

La vaccine de Pasteur ne guérit pas la rage ; mais elle en préserve ; si l'on voit les malheureux, mordus par une bête enrage, se faire vacciner après la morsure, c'est qu'il s'écoule, entre le moment de la morsure et celui des accidents provoqués par l'absence de temps pour permettre au vaccin de les rendre réfractaires à ces accès.

Quant au rapport entre la valeur d'une quantité infinitésimale de substance virulente comme le vaccin, et celle d'un médicament, il n'est qu'absolument apparent. D'une part, Pasteur, avec une seule dose de sang d'un lapin mort d'infection purulente, tue un autre lapin ; puis, avec un centième de goutte du sang de ce second lapin, il tue un troisième, et ainsi de suite. D'autre part, l'homonopathie, avec un échantillon de 1/10000 de son médicament actif, et la même à 99 parties d'eau, et ainsi de suite jusqu'à la 10^e ou 20^e dilution, qu'il faut enfin absorber au malade.

Peut-on conclure de l'expérience de Pasteur à la valeur active des dernières dilutions des homonopathies ? Je ne trouve pas dans ce fait de Pasteur à propos des médicaments petits, la démonstration de l'efficacité de l'action des médicaments à doses infinitésimales.

En effet, la goutte de sang d'un lapin infecté contient des microorganismes, un élément vivant, une semence, en quelque sorte, qui se multiplie et remplit bientôt toute la masse où elle a été inoculée. Au contraire, la substance active d'une première dilution, végétale ou minérale, mais toute entière, a dans le sang d'un animal un effet évident, et non pas de l'ordre de la concorde, mais de l'ordre de l'assimilation, qui nous démontre à quelle force est exercée sur l'organisme, le tout sans pourtant être capable d'assurer la guérison.

Le Dr. V. Guetkind, du Casino de Paris, a démontré que l'homéopathie réussit à toutes les conditions de guérison, à toutes les maladies, mais avec une préférence pour celles qui sont liées à l'âge et au sexe.

Je vous remercie, Messieurs, de vos séances très intéressantes données dans la longue administration et vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

DOCTEUR LEPLAT.

PETITE CORRESPONDANCE

K. B. X. — Est-ce un des adversaires qui a une quinzaine d'autre quatorze, nous ne comprenons pas la question ?

COUR D'APPEL DE DOUAI

Audience du mardi 11 janvier 1890

Actions de la caisse de liquidation des opérations sur marchandises de Toarcing

En mars 1889, il fut formé à Toarcing, une société en commandite par actions, la compagnie des marchandises de Toarcing.

Le fondateur de cette société, M. Victor Quey, courrier à Toarcing, se mit en devoir de dresser les listes prévisionnelles des actionnaires, le 6 mars une lettre par laquelle M. Gustkind, négociant de Vervrycken, membre du conseil général du parti ouvrier, et Dufort, secrétaire provisoire du bureau de la Fédération des mineurs belges, M. Guillaume Degroot et M. Gustave Deville, négociant à Vervrycken, lui demandaient la publication d'une liste des actionnaires et de leur nombre.

Mais il ne fit pas droit à cette demande et fixa à dix actions la souscription de ce dernier.

C'est donc comme attributaire de dix actions que, le 9 mars, il fut admis, par la réunion des actionnaires, qui le 11, à l'hôtel du Cygne, pour la signature et la régularisation des souscriptions.

M. Gustkind y assista et signa l'acte préparé par le notaire dans lequel il déclarait, après avoir pris connaissance des statuts, souscrire pour dix actions.

Mais, le lendemain, il portait à la caisse Jules Desvois-Verville et Cie, l'importance du premier quart des dix actions, M. Quey intervenant auprès des banquiers et les autorisant par lettre à recevoir toutes les sommes.

Quelques jours après, il proposait à M. Gustkind de l'assister à la signature de l'acte, mais il arrivait : « Si vous n'acceptez pas cette proposition, je considérerai votre première souscription à dix actions comme définitive. »

Avant refuse d'adhérer à cette proposition et n'ayant pas obtenu définitivement attribution de dix actions, M. Gustkind a fait assigner M. Quey devant le tribunal de commerce de Toarcing, pour s'entendre condamner à lui livrer les dix ac-

tions qui lui manquaient, sur le nombre de cinq actions que le Dr. Quey se servit d'agréer à lui faire.

En réponse à cette demande, M. Gustkind a dit qu'il ne s'était nullement engagé à fournir à M. Gustkind vingt actions, qu'il lui avait seulement promis ses bons offices pour faire livrer, si c'était possible, tout ou bien d'assez peu, la chose qui lui convenait ; mais, il fallut en réduire un certain nombre, sans grosses grosses, pour arriver à la constitution de la société.

Le tribunal, par son jugement du 29 août 1889, a déclaré d'appel, à rebours de M. Gustkind de sa demande.

Le procès a été débattu devant la première chambre de la Cour, par M. Allaert, de Douai, pour ce dernier appela, et par M. Devineux, pour M. Quey, intime. L'affaire est en délibéré.

Audience du mercredi 15 janvier

Actions. — Arrêt

La Cour de Douai a confirmé le jugement du tribunal de commerce de Toarcing, en date du 29 août 1889, qui refusait la demande de M. Gustkind tendant à ce que l'acte soit révisé, à la date de la cassation de liquidation des opérations sur marchandises de Toarcing.

NORD

Dunkerque. — *Un acte odieux.* — Un acte odieux s'est passé à Wormondt. Une religieuse garde-malades, de 66 ans, frappée et traînée dans la direction d'un abattoir par une bande de chevaux ivres, revivant d'un combat de coqs.

La jeune femme n'a dû la vie qu'à l'intervention d'un docteur, qui a mis en forme ces drôles, en les menant de son revolver.

PAS-DE-CALAIS

M. Vol-Durand, au moment de quitter l'administration du Pas-de-Calais adressa aux maîtres de ce département la lettre suivante :

« Arras, le 13 janvier 1890.

« Messieurs,

On par le docteur de 20 ce matin, roudu sur la prostate par le mal, le mal de l'abdomen, l'intérieur, M. le Président de la République m'a fait accorder un congé de huit mois, un rapport aussi détaillé et complet que possible sur toutes les conséquences de la réduction à 10 heures de la journée de travail dans les charbonnages ; et, au cas où la nature et les effets des dispositions légales ou autres, relatives au travail de l'ouvrier, seraient adressées ou sur lesquelles quelqu'un de nous jugera devrait soulever de sa propre initiative.

« Art. 4. Cette administration mettra directement en rapport avec les autorités publiques, les conseils qu'auront pris concernant l'industrie et du travail et les syndicats de patrons ou d'ouvriers pour recevoir ou leur fourrir tous les renseignements utiles et donner des rapports, avis ou conseils sur les demandes qui leur seront adressées ou sur les questions qu'elles jugeront devoir soulever de sa propre initiative.

« Art. 5. Les deux parties administratives et patronales se rapporteront avec capital, au point de vue de leurs besoins et de leurs dépenses et des diverses formes de cette dernière.

« Art. 6. Cette administration mettra directement en rapport avec les autorités publiques, les conseils qu'auront pris concernant l'industrie et du travail et les syndicats de patrons ou d'ouvriers pour recevoir ou leur fourrir tous les renseignements utiles et donner des rapports, avis ou conseils sur les demandes qui leur seront adressées ou sur les questions qu'elles jugeront devoir soulever de sa propre initiative.

« Art. 7. Les deux parties administratives et patronales se rapporteront avec capital, au point de vue de leurs besoins et de leurs dépenses et des diverses formes de cette dernière.

« Art. 8. Tous deux, de la date de l'approbation de ce rapport, jusqu'à la date où il sera remplacé, doivent être tenus au courant de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 9. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 10. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 11. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 12. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 13. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 14. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 15. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 16. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 17. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 18. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 19. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 20. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 21. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 22. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 23. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 24. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 25. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 26. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 27. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 28. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 29. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 30. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 31. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 32. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 33. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 34. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 35. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 36. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 37. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 38. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 39. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 40. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 41. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 42. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 43. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 44. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 45. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 46. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 47. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 48. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 49. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 50. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

« Art. 51. Il sera tenu à l'abri de l'actualité de l'administration et des diverses circonstances relatives à la situation dans les charbonnages.

</